

N° 4459<sup>8</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1998-1999

**PROJET DE LOI**

concernant la mise en oeuvre du plan national en faveur de l'emploi 1998

\* \* \*

**AMENDEMENTS ADOPTES PAR LA COMMISSION SPECIALE  
„PLAN D'ACTION NATIONAL EN FAVEUR DE L'EMPLOI“****DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(17.11.1998)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-après une série d'amendements parlementaires au projet de loi sous rubrique que la Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ a adoptés dans sa réunion du 16 novembre 1998.

\*

## TITRE Ier

**POLITIQUE ACTIVE DE L'EMPLOI***Amendement 1: L'article 1 se lit comme suit:*

**Article 1.**— *La loi modifiée du 27 juillet 1978 portant diverses mesures en faveur de l'emploi de jeunes et la loi prorogée du 19 décembre 1983 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1984 sont respectivement complétées et modifiées comme suit:*

**Chapitre 1er: Le contrat d'auxiliaire temporaire**

**Art. 1.**— Le contrat d'auxiliaire temporaire entre l'employeur et le jeune demandeur d'emploi a pour objectif d'assurer à ce dernier, pendant les heures de travail, une initiation pratique facilitant la transition entre l'enseignement reçu et l'insertion dans la vie active.

Le ministre ayant l'emploi dans ses attributions établit le contrat-type écrit à valoir entre l'employeur et l'auxiliaire temporaire.

**Art. 2.**— L'Administration de l'Emploi peut proposer des contrats d'auxiliaire temporaire auprès des employeurs du secteur privé et auprès de l'Etat, des communes, des syndicats de communes, des établissements publics, des établissements d'utilité publique ou de tout autre organisme, institution, association ou groupement de personnes poursuivant un but non lucratif, aux demandeurs d'emploi qui n'ont pas dépassé l'âge de 30 ans accomplis et qui se trouvent inscrits depuis un mois au moins comme demandeurs d'emploi auprès des bureaux de placement de l'Administration de l'Emploi.

**Art. 3.**— (1) Après avoir informé et entendu les délégations du personnel et, s'il y a lieu, le comité mixte d'entreprise, le promoteur d'un programme de mise au travail temporaire le soumet au délégué à l'emploi des jeunes auprès de l'Administration de l'Emploi en l'accompagnant de toutes indications

utiles sur la nature et la durée des tâches à accomplir ainsi que, le cas échéant, sur le plan de formation.

(2) Au cours de la mise au travail temporaire le jeune suivra, si nécessaire, et selon le parcours d'insertion individuel établi pour lui, en fonction de son niveau de formation et de son occupation, des cours de formation décidés et/ou organisés par l'Administration de l'Emploi et le Service de la Formation Professionnelle du Ministère de l'Education Nationale, avec la coopération d'organismes et d'institutions publiques et privés qui ont une activité dans le domaine de la formation, notamment continue.

(3) Un tuteur sera désigné par le promoteur pour assister le jeune au cours de la mise au travail temporaire.

(4) Le délégué à l'emploi des jeunes procédera, en collaboration avec les services de l'orientation professionnelle, les organisations professionnelles et syndicales et les chambres professionnelles, à la prospection de possibilités de mises au travail temporaires.

S'il y a lieu, il établira, ensemble avec les employeurs, des programmes-type de formation pour une branche ou un secteur déterminé.

**Art. 4.**— Le contrat d'auxiliaire temporaire est conclu pour une période ne pouvant être inférieure à trois mois. Il peut être renouvelé une fois sans que la durée totale ne puisse dépasser douze mois.

Toutefois, pour les associations sans but lucratif ayant signé avec l'Etat luxembourgeois une convention ou bénéficiant d'un agrément du ministre ayant l'emploi dans ses attributions, aux fins d'une remise au travail ou d'une insertion ou réinsertion professionnelle des jeunes au marché du travail, ainsi que pour les communes et syndicats de communes, le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut accorder une seconde prolongation de six mois au maximum.

**Art. 5.**— (1) L'employeur est tenu de verser au jeune occupé dans le cadre d'un contrat d'auxiliaire temporaire une indemnité égale à 80% (quatre-vingts pour cent) du salaire social minimum qui lui reviendrait en cas d'occupation comme travailleur non qualifié.

Toutefois, l'auxiliaire temporaire qui ne sera pas tenu de suivre des cours de formation tels que visés à l'article 3, paragraphe (2) a droit à 100% (cent pour cent) du salaire social minimum qui lui reviendrait en cas d'occupation comme travailleur non qualifié.

L'auxiliaire temporaire, titulaire d'un diplôme sanctionnant un cycle complet d'au moins quatre années d'études supérieures, a droit à 80% (quatre-vingts pour cent) respectivement 100% (cent pour cent) du salaire social minimum qui lui reviendrait en cas d'occupation comme travailleur qualifié.

(2) Le fonds pour l'emploi rembourse, mensuellement au cas où l'entreprise le demande par écrit, à l'employeur du secteur privé une quote-part correspondant à 50% (cinquante pour cent) de l'indemnité versée en application des alinéas qui précèdent. A titre transitoire, le remboursement de cette quote-part est fixé à 65% (soixante-cinq pour cent) en cas d'occupation de personnes du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée.

Un règlement grand-ducal définira les secteurs d'activité et/ou les professions dans lesquels la sous-représentation d'un des deux sexes justifie l'application de l'alinéa qui précède.

(3) Le fonds pour l'emploi prend en charge l'indemnité versée en application des dispositions du paragraphe (1) qui précède au jeune occupé dans le cadre d'un contrat d'auxiliaire temporaire conclu par l'Etat ou par un établissement public de l'Etat.

(4) Le fonds pour l'emploi rembourse aux communes, aux syndicats de communes, aux établissements d'utilité publique et aux autres organismes, institutions, associations ou groupements de personnes poursuivant un but non lucratif 85% (quatre-vingt-cinq pour cent) de l'indemnité versée en application du paragraphe (1) qui précède.

Un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la commission de travail de la Chambre des Députés peut modifier les taux visés au présent article.

(5) L'indemnité visée au paragraphe (1) est soumise aux charges sociales et fiscales prévues en matière de salaires.

Toutefois, la part patronale des charges sociales est prise en charge par le fonds pour l'emploi.

(6) L'employeur peut en outre, à titre facultatif, verser une prime de mérite à l'auxiliaire temporaire.

**Art. 6.**– (1) L'auxiliaire temporaire est autorisé à s'absenter, jusqu'à huit heures par mois, avec maintien de son indemnité, en vue de répondre à des offres d'emploi.

L'auxiliaire temporaire ne peut refuser un autre emploi approprié qui lui est proposé, à moins qu'il ne convienne par écrit avec l'employeur de convertir le contrat d'auxiliaire temporaire venu à expiration en relation de travail à durée déterminée ou indéterminée ou en contrat d'apprentissage.

(2) Le jeune peut mettre fin au contrat d'auxiliaire temporaire moyennant la notification par lettre recommandée d'un préavis de huit jours lorsqu'il s'est engagé dans les liens d'un contrat de travail.

(3) L'employeur peut résilier le contrat d'auxiliaire temporaire moyennant la notification par lettre recommandée d'un préavis de huit jours au cours du premier mois du contrat initial.

**Art. 7.**– Sans préjudice des dispositions de l'article 6, sont applicables au contrat d'auxiliaire temporaire les dispositions du chapitre 3 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, à l'exception de celles des articles 8, 9, 11 et 12, alinéas 2 et 15 ainsi que l'article 27 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

**Art. 8.**– Le jeune demandeur d'emploi qui refuse sans motif valable un contrat d'auxiliaire temporaire qui lui est proposé par l'Administration de l'Emploi est exclu du bénéfice éventuel de l'indemnité de chômage complet.

Il en est de même de l'auxiliaire temporaire qui refuse de suivre les mesures de formation visées à l'article 3, paragraphe (2) de la présente loi.

**Art. 9.**– A l'expiration du contrat d'auxiliaire temporaire, l'employeur doit délivrer au jeune un certificat de travail sur la nature et la durée de l'occupation et sur les formations suivies.

**Art. 10.**– Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires régissant la procédure d'admission dans la fonction publique, l'employeur est obligé, en cas de recrutement de personnel, d'embaucher par priorité l'ancien auxiliaire temporaire, dont le contrat est venu à expiration, dans les trois mois qui précèdent celui du recrutement, et qui est redevenu chômeur.

A cet effet, l'employeur doit informer en temps utile son ancien auxiliaire temporaire s'il répond aux qualifications et au profil exigés.

**Art. 11.**– Lorsqu'à l'expiration du contrat d'auxiliaire temporaire l'employeur engage le jeune dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée, sont applicables à ce contrat les dispositions de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, sans que la période du contrat d'auxiliaire temporaire puisse être prise en considération pour l'application de ses articles 8 et 9.

Il en sera de même pour le contrat d'auxiliaire temporaire qui aura été prorogé pour une nouvelle période.

## **Chapitre 2: Le stage d'insertion**

**Art. 12.**– Un stage d'insertion, comprenant des périodes alternées de formation pratique et de formation théorique, peut être proposé par l'Administration de l'Emploi aux jeunes demandeurs d'emploi inscrits, depuis un mois au moins, auprès des bureaux de placement de l'Administration de l'Emploi et n'ayant pas dépassé l'âge de 30 ans accomplis.

**Art. 13.**– Le demandeur d'emploi admis au bénéfice ou sollicitant le bénéfice de l'indemnité de chômage complet ne peut refuser, sans motif valable, le placement en stage d'insertion lui proposé par l'Administration de l'Emploi.

Lorsqu'il refuse, sans motif valable, le placement en stage d'insertion qui lui est proposé, il est exclu du bénéfice éventuel de l'indemnité de chômage complet.

**Art. 14.–** (1) Le demandeur d'emploi placé en stage d'insertion touche une indemnité de base fixée à 80% (quatre-vingts pour cent) du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés versée par l'Administration de l'Emploi. L'entreprise peut, à titre facultatif, lui verser une prime de mérite.

(2) La moitié de l'indemnité de base est à charge du fonds pour l'emploi. L'autre moitié de l'indemnité de base et la prime de mérite facultative sont à charge de l'entreprise.

A titre transitoire, le fonds pour l'emploi prend en charge 65% (soixante-cinq pour cent) de l'indemnité de base en cas d'occupation de personnes du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée.

Un règlement grand-ducal définira les secteurs d'activité et/ou les professions dans lesquels la sous-représentation d'un des deux sexes justifie l'application de l'alinéa qui précède.

Un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la commission de travail de la Chambre des Députés peut modifier les taux visés à l'alinéa qui précède.

(3) L'indemnité de stage est soumise aux charges sociales et fiscales prévues en matière de salaires.

**Art. 15.–** Le placement en stage d'insertion est réservé aux entreprises couvertes par une convention-cadre conclue avec l'Administration de l'Emploi, soit directement, soit par le biais d'une organisation ou chambre professionnelle d'employeurs.

La convention-cadre fixe notamment les conditions d'accueil des demandeurs d'emploi placés en stage d'insertion.

**Art. 16.–** Le placement en stage d'insertion prend fin en cas de placement dans un emploi approprié soit auprès de la même entreprise soit auprès d'une autre entreprise et au plus tard après l'expiration d'une période d'occupation de douze mois.

**Art. 17.–** En cas de recrutement de personnel, l'entreprise est obligée d'embaucher par priorité l'ancien stagiaire, dont le stage est venu à expiration dans les trois mois qui précèdent celui du recrutement, et qui est redevenu chômeur.

A cet effet, l'entreprise doit informer en temps utile son ancien stagiaire s'il répond aux qualifications et au profil exigés.

**Art. 18.–** Les périodes d'occupation en stage d'insertion sont mises en compte comme périodes de stage ouvrant droit à l'indemnité de chômage complet.

### **Chapitre 3: Dispositions communes**

**Art. 19.–** (1) En cas d'aggravation de la crise de l'emploi des jeunes, les employeurs du secteur privé occupant au moins 100 travailleurs salariés sont obligés d'occuper, dans les conditions inscrites dans les dispositions qui précèdent, des jeunes demandeurs d'emploi dans une proportion de 1% (un pour cent) de l'effectif du personnel salarié qu'ils occupent, sans tenir compte d'autres stagiaires de l'entreprise.

Après avoir entendu le comité de coordination tripartite visé à l'article 3 de la loi du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre les mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi, le Gouvernement peut déclencher l'application des dispositions du présent article par la voie d'un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la commission de travail de la Chambre des Députés. Le même règlement déterminera en outre les secteurs et branches économiques tombant sous l'application des dispositions qui précèdent.

(2) Est puni d'une amende de dix mille et un à quatre cent mille francs l'employeur qui ne respecte pas l'obligation inscrite dans les dispositions du paragraphe (1) qui précède.

La même disposition s'applique aux mandataires et préposés des personnes morales, lesquelles sont responsables de l'observation de l'obligation susmentionnée.

Les dispositions du Livre 1er du code pénal ainsi que la loi modifiée du 18 juin 1879 portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes sont applicables.

(3) Le numéro II de l'article 1er sous B de la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive est complété comme suit:

„31° La loi du ... concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi.“

**Art. 20.**— Au cas où l'indemnité, versée au jeune en application des articles 5 et 14 de la présente loi, est inférieure à l'indemnité de chômage le cas échéant touchée par le jeune avant le début de son contrat d'auxiliaire temporaire ou de son stage d'insertion, le fonds pour l'emploi lui verse la différence entre les deux montants.

#### **Chapitre 4: Prime d'orientation**

**Art. 21.**— Le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut, à charge du fonds pour l'emploi, attribuer des primes d'orientation aux demandeurs d'emploi sans emploi ou sous préavis de licenciement, inscrits à l'Administration de l'Emploi qui n'ont pas dépassé l'âge de trente ans accomplis et qui prennent un emploi salarié ou s'engagent sous le couvert d'un contrat d'apprentissage dans une branche économique ou dans un métier déclarés éligibles par le ministre du travail après consultation de la commission nationale de l'emploi.

Les conditions et les modalités d'attribution de cette prime sont déterminées par règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la commission de travail de la Chambre des Députés.

L'Administration de l'Emploi est chargée de l'application des dispositions du présent article.

#### **Chapitre 5: Aides à la promotion de l'apprentissage**

**Art. 22.**— Le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut, à charge du fonds pour l'emploi, attribuer des aides financières de promotion de l'apprentissage dont les conditions et modalités sont déterminées par règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la commission de travail de la Chambre des Députés.

Le ministre ayant l'emploi dans ses attributions désigne chaque année les métiers et les branches économiques éligibles pour l'attribution de l'aide après consultation de la commission nationale de l'emploi.

L'Administration de l'Emploi est chargée de l'application des dispositions du présent article.

#### **Chapitre 6: Dispositions abrogatoires**

**Art. 23.**— La loi modifiée du 27 juillet 1978 portant diverses mesures en faveur de l'emploi de jeunes et l'article 36 de la loi du 19 décembre 1983 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1984 tel que prorogé par la loi du 22 décembre 1997 concernant le budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice 1998, sont abrogés.

#### **Chapitre 7: Surveillance de l'application de la loi**

**Art. 24.**— La surveillance de l'application des dispositions des articles 1 à 23 de la présente loi et des règlements d'exécution y prévus est exercée par l'Administration de l'Emploi et par l'Inspection du Travail et des Mines dans les limites de leurs compétences respectives.

*Amendement 2: L'article II se lit comme suit:*

**Article II.**— Il est institué un stage de réinsertion professionnelle au profit des demandeurs d'emploi indemnisés ou non indemnisés.

**Art. 25.**— Un stage de réinsertion professionnelle, comprenant des périodes alternées de formation pratique et de formation théorique peut être proposé par l'Administration de l'Emploi aux demandeurs d'emploi âgés de plus de trente ans accomplis et inscrits auprès des bureaux de placement de l'Administration de l'Emploi depuis trois mois au moins.

**Art. 26.**— Le demandeur d'emploi admis au bénéfice ou sollicitant le bénéfice de l'indemnité de chômage complet ne peut refuser, sans motif valable, le placement en stage de réinsertion lui proposé

par l'Administration de l'Emploi. Lorsqu'il refuse, sans motif valable, le placement en stage de réinsertion qui lui est proposé, il est exclu du bénéfice de l'indemnité de chômage complet.

**Art. 27.**– (1) En cas de placement en stage de réinsertion, le chômeur indemnisé garde le bénéfice de son indemnité de chômage complet.

(2) Le demandeur d'emploi ne bénéficiant pas de l'indemnité de chômage complet touche une indemnité de stage versée par l'Administration de l'Emploi à charge du fonds pour l'emploi et égale au salaire social minimum qui lui reviendrait en cas d'occupation comme travailleur non qualifié.

(3) L'indemnité visée au paragraphe (2) qui précède est soumise aux charges sociales et fiscales prévues en matière de salaires.

**Art. 28.**– Une quote-part correspondant à 50% (cinquante pour cent) du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés est versée par l'entreprise au fonds pour l'emploi. En cas d'occupation de demandeurs d'emploi du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée, la participation de l'entreprise est ramenée, à titre transitoire, à 35% (trente-cinq pour cent) de l'indemnité touchée par les stagiaires.

Un règlement grand-ducal définira les secteurs d'activité et/ou les professions dans lesquels la sous-représentation d'un des deux sexes justifie l'application de l'alinéa qui précède.

Un règlement grand-ducal pris sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la commission de travail de la Chambre des Députés peut modifier les taux visés à l'alinéa qui précède.

**Art. 29.**– En outre, l'entreprise peut verser au demandeur d'emploi une prime de mérite facultative.

Cette prime ne peut être prise en compte comme „autre revenu“ pour le calcul de l'indemnité de chômage complet.

**Art. 30.**– Le placement en stage de réinsertion prend fin en cas de placement dans un emploi approprié soit auprès de la même entreprise soit auprès d'une autre entreprise et au plus tard après l'expiration d'une période d'occupation de douze mois.

**Art. 31.**– (1) En cas de recrutement de personnel, l'entreprise est obligée d'embaucher par priorité l'ancien stagiaire dont le stage est venu à expiration dans les trois mois qui précèdent celui du recrutement, et qui est redevenu chômeur.

A cet effet, l'entreprise doit informer en temps utile son ancien stagiaire s'il répond aux qualifications et au profil exigés.

(2) Les périodes d'occupation en stage de réinsertion professionnelle sont prises en compte comme période de stage ouvrant droit à l'indemnité de chômage complet.

**Art. 32.**– La surveillance de l'application des dispositions des articles 25 à 31 de la présente loi et des règlements d'exécution y prévus est exercée par l'Administration de l'Emploi et par l'Inspection du Travail et des Mines dans les limites de leurs compétences respectives.

*Amendement 3: Insertion d'un nouvel article VII libellé comme suit:*

**Article VII.**– La loi du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs est modifiée et complétée comme suit:

**Art. xx.**– L'article 4 est complété par un alinéa 3, libellé comme suit:

„Toutefois, le contrat peut être conclu pour une durée inférieure à vingt-quatre mois en cas de remplacement d'un salarié temporairement absent en raison de l'exercice de son droit au congé parental, consécutif ou non à un congé de maternité ou un congé d'accueil, conformément aux articles x – x de la loi du ... concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi.“

*Amendement 4: Insertion d'un nouvel article VIII libellé comme suit:*

**Article VIII.**– La loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi est modifiée et complétée comme suit:

**Art. xx.**– L'article 3 est complété par deux alinéas 3 et 4, libellés comme suit:

„Le contrat de travail à durée déterminée peut être conclu pour une période inférieure à vingt-quatre mois en cas de remplacement d'un salarié temporairement absent en raison de l'exercice de son droit au congé parental, consécutif ou non à un congé de maternité ou un congé d'accueil, conformément aux articles x – x de la loi du ... concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi.

Dans ce cas, par dérogation aux articles 1 et 2 ainsi qu'à l'alinéa 2 du présent article, le remboursement des cotisations n'est maintenu que pendant la durée du contrat.“

\*

## TITRE II

### ORGANISATION DU TRAVAIL

*Amendement 5: Les articles 54, 65 et 66 sont modifiés comme suit:*

1. Le paragraphe (3) de l'article 54 se trouve complété des nouveaux alinéas 4 et 5 de la teneur suivante:

„Le travail presté au-delà des limites fixées par le plan d'organisation du travail pour la journée, la semaine et la période de référence entière est considéré comme travail supplémentaire au sens des articles 11 et suivants de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie.

Le plan règle l'organisation du travail des salariés de l'ensemble ou de parties de l'entreprise ou de l'établissement.“

2. L'alinéa 4 actuel devient le nouvel alinéa 6 et prend la teneur suivante:

„Les plans seront préalablement soumis, s'il y a lieu, à l'avis de la délégation du personnel compétente, ou, à défaut, à l'avis du personnel concerné. En cas de désaccord de la délégation ou du personnel, se documentant par quatre avis négatifs, consécutifs et motivés, à propos des plans d'organisation du travail leur soumis, le litige est soumis à l'arbitrage du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines ou de son délégué.

En cas de subsistance du désaccord, il y a litige collectif de travail conformément à l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office National de Conciliation.“

3. L'alinéa 5 actuel deviendra le nouvel alinéa 7.

4. Il est ajouté à l'article 54 un paragraphe (7) de la teneur suivante:

„(7) La période de référence visée par les paragraphes (2) à (6) qui précèdent ne peut avoir pour objet que de permettre à l'entreprise de réagir à des fluctuations prévisibles ou imprévisibles de l'activité.

Elle ne peut servir à l'organisation permanente du travail dans une entreprise non sujette à des fluctuations d'activité pendant la période de référence choisie.

Dans ce cas, il y aurait modification essentielle du contrat de travail en défaveur du salarié donnant lieu à l'application de l'article 37 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.“

5. Le paragraphe (4) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés, dans la teneur lui conférée par l'article 65 du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998, se trouve complété de nouveaux alinéas 4 et 5 de la teneur suivante:

„Le travail presté au-delà des limites fixées par le plan d'organisation du travail pour la journée, la semaine et la période de référence entière est considéré comme travail supplémentaire au sens des points 6 et suivants de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés.

Le plan règle l'organisation du travail des salariés de l'ensemble ou de parties de l'entreprise ou de l'établissement.“

6. L'alinéa 4 actuel devient le nouvel alinéa 6 et prend la teneur suivante:

„Les plans seront préalablement soumis, s'il y a lieu, à l'avis de la délégation du personnel compétente, ou, à défaut, à l'avis du personnel concerné. En cas de désaccord de la délégation ou du personnel, se documentant par quatre avis négatifs, consécutifs et motivés, à propos des plans d'organisation du travail leur soumis, le litige est soumis à l'arbitrage du directeur de l'Inspection du Travail et des Mines ou de son délégué.

En cas de subsistance du désaccord il y a litige collectif de travail conformément à l'arrêté grand-ducal du 6 octobre 1945 ayant pour objet l'institution, les attributions et le fonctionnement d'un Office National de Conciliation.”

7. L'alinéa 5 actuel devient le nouvel alinéa 7.

8. L'article 66 se lit comme suit:

„La période de référence visée par les paragraphes (3) à (7) de l'article 6 de la loi précitée du 7 juin 1937, dans la teneur lui conférée par l'article 65 du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi ne peut avoir pour objet que de permettre à l'entreprise de réagir à des fluctuations prévisibles ou imprévisibles de l'activité.

Elle ne peut servir à l'organisation permanente du travail dans une entreprise non sujette à des fluctuations d'activité pendant la période de référence choisie.

Dans ce cas, il y aurait modification essentielle du contrat de travail en défaveur du salarié donnant lieu à l'application de l'article 37 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.”

*Amendement 6: Les articles 64 et 68 sont modifiés comme suit:*

1. Le paragraphe (4) de l'article 16 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie dans la teneur lui conférée par l'article 64 du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi est aboli.
2. Il en est de même de la phrase finale du point 2 du paragraphe (18) de l'article 6 de la loi du 7 juin 1937 ayant pour l'objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage du service des employés privés, dans la teneur lui conférée par l'article 68 du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998.

*Amendement 7: L'article 70 est modifié comme suit:*

1. Le paragraphe (3) de l'article 1er de la loi modifiée du 26 février 1993 concernant le travail volontaire à temps partiel, dans la teneur lui conférée par l'article 70 du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi prend la teneur suivante:

„(3) Sauf disposition contraire du contrat de travail, la durée de travail journalière et hebdomadaire effective du salarié à temps partiel résultant de l'application des dispositions du paragraphe (2) du présent article ne peut excéder de plus de 20% la durée de travail journalière et hebdomadaire normale fixée au contrat de travail.”

2. L'alinéa 2 du paragraphe (4) de l'article 1er de la loi modifiée du 26 février 1993 concernant le travail volontaire à temps partiel, dans la teneur lui conférée par l'article 70 du projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi prend la teneur suivante:

„Sont applicables l'article 4, paragraphes (3) et (7) de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans le secteur public et privé de l'économie, l'article 6, paragraphe (4) de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés, dans la teneur leur conférée par les articles 54 et 65 de la loi du ... concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 ainsi que l'article 66 de ladite loi.”

*Amendement 8: L'article 74 se lit comme suit:*

- Le point 7 du paragraphe (2) de l'article 5 prend la teneur suivante:

„L'emploi d'un chômeur inscrit à l'Administration de l'Emploi, soit dans le cadre d'une mesure d'insertion ou de réinsertion dans la vie active, soit appartenant à une catégorie de chômeurs déclarés

éligibles pour l'embauche moyennant contrat à durée déterminée par un règlement grand-ducal à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la Commission de travail de la Chambre des Députés. Les critères déterminant les catégories de chômeurs éligibles tiendront notamment compte de l'âge, de la formation et de la durée d'inscription du chômeur ainsi que du contexte social dans lequel il évolue."

\*

### TITRE III

#### POLITIQUE D'EGALITE DES CHANCES

*Amendement 9: L'article 85 point 1 se lit comme suit:*

(Est considéré comme parent au sens des articles 84 à 102 de la présente loi la personne)

- 1) à l'égard de laquelle l'enfant, âgé de moins de cinq ans, pour lequel le congé parental est demandé, remplit les conditions prévues à l'article 2, alinéas 2 et 3 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; les conditions de l'art. 2 alinéas 2 et 3 de la loi précitée sont présumées remplies dans le chef de l'enfant à adopter, lorsque le congé d'accueil a été accordé;

*Amendement 10: L'article 86, point 1 se lit comme suit:*

(Les articles 84 à 102 de la présente loi s'appliquent à tout parent visé à l'article 85 à condition qu'il soit)

1. occupé légalement et d'une façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au moment de la naissance ou de l'introduction de la procédure judiciaire d'adoption de l'enfant, soit à son propre compte, soit auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg moyennant contrat de travail ou d'apprentissage dont la durée hebdomadaire de travail est au moins égale à la moitié de la durée normale de travail applicable dans l'établissement en vertu de la loi ou de la convention collective de travail, soit en qualité de fonctionnaire, d'employé ou d'ouvrier de l'Etat, d'une commune, d'un établissement public et de la société nationale des chemins de fer;

*Amendement 11: L'article 88 point 1 se lit comme suit:*

„Le congé parental doit être pris en entier et en une seule fois. Conformément à l'article 87 alinéa 4, le congé parental entamé prend fin en cas de décès de l'enfant ou lorsque le tribunal saisi de la procédure d'adoption ne fait pas droit à la demande d'adoption.

Dans ce cas, le bénéficiaire réintègre son emploi au plus tard un mois après le décès ou le rejet de la demande d'adoption. Il a droit à la moitié d'une indemnité telle que définie à l'article 93 pour toute quinzaine entamée par le congé parental."

*Amendement 12: L'article 89 point 1 se lit comme suit:*

„Le parent salarié qui entend exercer son droit au congé parental conformément à l'article 88, alinéa 4 doit notifier sa demande à son employeur. La notification doit se faire par lettre recommandée à la poste avec avis de réception avant le début du congé de maternité ou du congé d'accueil."

*Amendement 13: L'article 91 point 5 est complété comme suit:*

„Dans le cas d'un salarié lié par un contrat de travail à durée indéterminée comportant une clause d'essai, et par exception à l'article 88 point 4, le droit au congé parental ne peut prendre effet qu'après l'expiration de la période d'essai.

Dans ce cas, les deux parents prennent le congé parental conformément à l'article 88 point 5 de la présente loi."

*Amendement 14: L'article 95 point 3 se lit comme suit:*

„La naissance dûment certifiée par l'officier de l'état civil doit être déclarée à la caisse dans le même délai à compter de la déclaration prévue à l'article 55 du code civil, ensemble avec les

attestations nécessaires à la détermination du droit et de la période de paiement. En cas d'allaitement, la prolongation du congé de maternité doit être communiquée à la caisse dans la quinzaine qui précède l'expiration du congé postnatal ordinaire.

Dans les cas où le congé parental est pris suite au congé d'accueil, l'attestation délivrée par le tribunal selon laquelle la procédure d'adoption est introduite doit être transmise à la Caisse Nationale des Prestations Familiales ensemble avec la demande visée au point 2 du présent article."

*Amendement 15: L'article 102 se lit comme suit:*

„Les droits prévus aux articles 84 à 102 s'ouvrent pour les parents dont les enfants sont nés après le 31 décembre 1998 ou dont la procédure d'adoption est introduite au tribunal compétent après cette date.

Pour les parents qui ont droit au congé parental, mais dont le début du congé de maternité ou du congé d'accueil se situe avant l'entrée en vigueur de la présente loi, le point de départ des délais prévus à l'article 89, alinéa 1er et à l'article 95, alinéa 2 est le 1er janvier 1999."

*Amendement 16: L'article 116, paragraphe (3) se lit comme suit:*

„(3) Avant leur mise en oeuvre, les projets d'actions positives visées sont soumis pour avis au comité mixte, ou, à défaut, au délégué à l'égalité de l'entreprise concernée.

A défaut de délégation du personnel, les projets d'actions sont soumis à l'avis d'un comité, dont la composition sera fixée par règlement grand-ducal."

*Amendement 17: L'article 117 se lit comme suit:*

„Les projets d'actions positives visées à l'article 116 de la présente loi doivent, préalablement à leur mise en oeuvre, obtenir, sur demande écrite, l'approbation du/de la ministre ayant dans ses attributions les actions positives, qui y statue après avoir entendu en son avis le comité dont question à l'article 116 (3)."

\*

## TITRE V

### ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE

*Amendement 18: L'article 151, paragraphe 2, premier alinéa se lit comme suit:*

(2) Les trois éducateurs gradués occupés à titre temporaire et à tâche complète par le Service de la formation professionnelle et attachés à l'Administration de l'Emploi sur la base de l'article VI de la loi du 31 juillet 1995 relative à l'emploi et à la formation professionnelle pendant deux ans au moins à l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent être nommés aux fonctions d'éducateur gradué, avec dispense de l'examen d'admission, de la période de stage et de l'examen de fin de stage, à l'Administration de l'Emploi.

*Amendement 19: Le deuxième tiret de l'article 154 se lit comme suit:*

- neuf éducateurs (trices) gradué(e)s pour les lycées techniques organisant des classes du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

\*

## TITRE VI

### DISPOSITIONS FINANCIERES ET ADMINISTRATIVES

*Amendement 20: L'article 132 se lit comme suit:*

**Art. 132.**— „L'article 7bis, inséré par la loi du 17 juin 1994 fixant les mesures en vue d'assurer le maintien de l'emploi, la stabilité des prix et la compétitivité des entreprises, est remplacé par le texte suivant:

- (1) Pour les années d'alimentation du fonds pour l'emploi, les huiles minérales légères et les gasoils ci-après destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules circulant sur la voie publique et

utilisés comme carburant, qui sont mis à la consommation dans les pays, sont soumis à un droit d'accise autonome additionnel dénommé contribution sociale et fixé aux taux suivants par 1.000 litres à la température de 15° C:

essence au plomb	2.750 francs
essence sans plomb	2.750 francs
gasoil	250 francs

(2) Le règlement grand-ducal du 30 septembre 1994 portant fixation du droit d'accise autonome additionnel sur les huiles minérales légères et les gasoils destinés à l'alimentation des moteurs de véhicules circulant sur la voie publique, dénommé contribution sociale, est abrogé.

(3) Sont applicables au droit d'accise autonome additionnel les dispositions légales et réglementaires relatives au droit d'accise sur les huiles minérales."

*Amendement 21: L'article 133 se lit comme suit:*

„Le point 8 du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est modifié comme suit:

„8. du remboursement à l'employeur de la quote-part du fonds pour l'emploi dans l'indemnité versée au jeune occupé dans le cadre d'un contrat d'auxiliaire temporaire conformément à l'article 5 de la loi du ... concernant la mise en oeuvre du plan national en faveur de l'emploi et de la prise en charge de la part patronale des cotisations sociales afférentes à cette indemnité.“ "

*Amendement 22: L'article 134 se lit comme suit:*

„Le point 9 du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est modifié comme suit:

„9. de la prise en charge des frais relatifs aux cours de formation visés à l'article 3 de la loi du ... concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi. “ "

*Amendement 23: L'article 135 se lit comme suit:*

„Le point 10 du paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est modifié comme suit:

„10. de la prise en charge des frais relatifs à l'établissement, par des organismes tiers, de bilans de compétences pour chômeurs, indemnisés ou non indemnisés.“ "

*Amendement 24: L'article 137 se lit comme suit:*

„Est ajouté au paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet un point 26. libellé comme suit:

„26. de la prise en charge de la quote-part de l'indemnité de base versée au jeune dans le cadre du stage d'insertion conformément à l'article 14 de la loi du ... concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi.“ "

*Amendement 25: Insertion d'un nouvel article XXXVII qui se lit comme suit:*

**Article XXXVII.**– *Entrée en vigueur et durée de validité de certaines dispositions*

**Art. xxx.**– La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1999.

**Art. xxx.**– (1) La validité des dispositions suivantes est limitée au 1er juillet 2003, étant entendu que les effets financiers, administratifs et autres attachés à des opérations effectuées sur base des textes en question avant la date précitée continueront leurs effets jusqu'à la limite le cas échéant prévue par les divers textes applicables:

- l'alinéa final du paragraphe (4) de l'article 4 de la loi du 12 juin 1965 concernant les conventions collectives de travail dans la teneur lui conférée par l'article 52 de la présente loi;

- le paragraphe (3), alinéa 2 de l'article 16 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie, dans la teneur lui conférée par l'article 64 de la présente loi;
- le point 2., alinéa 3 du paragraphe (18) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés, dans la teneur lui conférée par l'article 68 de la présente loi;
- les paragraphes (2) à (7) de l'article 4 de la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie dans la teneur leur conférée par l'article 54 de la présente loi;
- les paragraphes (3) à (7) de l'article 6 de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés dans la teneur leur conférée par l'article 65 de la présente loi;
- les paragraphes (2) à (4) de l'article 1er, le point 4° de l'article 5 et l'article 6 de la loi modifiée du 26 février concernant le travail volontaire à temps partiel, dans la teneur leur conférée par les articles 70, 70bis et 71 de la présente loi;
- l'article 75 de la présente loi;
- les points 1. à 3. de l'article 87 de la présente loi.

(2) Avant la date d'expiration fixée au paragraphe (1) qui précède il sera procédé à une évaluation des effets des dispositions concernées sur le marché de l'emploi luxembourgeois, en ce qui concerne notamment le taux d'activité, le taux d'activité féminin, le taux d'activité à temps partiel, l'offre d'emplois à temps partiel et le taux de chômage général et relatif à certaines catégories de chômeurs.

(3) L'application des dispositions peut être prorogée, sur base de l'évaluation visée au paragraphe qui précède, soit à durée indéterminée, soit pour une période déterminée.

*Amendement 26: Sont abolis l'article 73 et le paragraphe (5) de l'article 75 du présent projet.*

*Amendement 27: Les articles du projet de loi sont renumérotés en fonction des modifications qui précèdent.*

\*

## COMMENTAIRE DES AMENDEMENTS

### TITRE I

#### POLITIQUE ACTIVE DE L'EMPLOI

##### *Amendement 1*

Pour la majorité des dispositions contenues sous l'article I, il est renvoyé au commentaire des articles du projet de loi initial.

Le présent commentaire se limite à expliquer les principales modifications intervenues par rapport à ce texte.

En premier lieu, le contrat de stage-initiation et la division d'auxiliaires temporaires sont repris dans une seule mesure, le contrat d'auxiliaire temporaire. Ce regroupement de deux instruments qui avaient des caractéristiques semblables a pour but d'augmenter la transparence des mesures en faveur de l'emploi des jeunes: un seul régime sera désormais applicable au jeune qui s'engage temporairement dans des liens contractuels avec un employeur, que ce soit du secteur privé ou du secteur public.

L'objectif de la nouvelle mesure est de promouvoir l'employabilité des jeunes demandeurs d'emploi: à cette fin, un accent particulier est mis sur la formation des auxiliaires temporaires en vue d'améliorer leur qualification et d'augmenter ainsi leurs chances de répondre à la demande du marché.

Des plans de formation individuels seront mis en place par le délégué à l'emploi des jeunes auprès de l'Administration de l'Emploi, en concertation avec les instances publiques et privées compétentes dans le domaine, en fonction des besoins des jeunes.

Parallèlement, des programmes-types pourront être élaborés pour une branche ou un secteur d'activité déterminés.

Dans la version initiale du projet de loi, l'indemnité touchée par les jeunes variait en fonction de la mesure proposée. Dans un souci de transparence, l'amendement sous rubrique tend à uniformiser lesdites indemnités en les fixant à 80% du salaire social minimum.

Si, dans des cas exceptionnels, aucune mesure de formation n'est proposée au jeune occupé dans le cadre d'un contrat d'auxiliaire temporaire, au cas donc où ce dernier est à disposition de son employeur pendant la totalité de la durée de travail normale dans l'entreprise, il a droit à 100% du salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés.

Le critère pour bénéficier du salaire social pour travailleurs qualifiés sera non plus l'âge du jeune mais le niveau de sa formation.

Le contrat d'auxiliaire temporaire peut être conclu pour une durée minimale de trois mois. Il est renouvelable une fois sans que la durée totale, renouvellement compris, ne dépasse douze mois.

Le ministre ayant l'emploi dans ses attributions peut accorder une deuxième prolongation de six mois au maximum pour un contrat d'auxiliaire temporaire conclu entre un jeune demandeur d'emploi et une commune ou un syndicat de commune. Cette mesure se justifie par le fait que les procédures d'engagement au niveau communal sont longues et complexes.

Même si le contrat d'auxiliaire temporaire n'a pas pour objectif principal de faire entrer les jeunes dans la fonction publique communale, cette possibilité peut se présenter. Dans ce cas, une prolongation supplémentaire du contrat d'auxiliaire temporaire permettra de ne pas devoir rompre la relation de travail entre la commune ou le syndicat de commune et le jeune demandeur d'emploi pour le réengager définitivement par la suite. Il appartient au ministre ayant l'emploi dans ses attributions de juger au cas par cas de l'opportunité d'une seconde prolongation du contrat sous rubrique et ceci notamment dans l'optique d'un engagement définitif du jeune demandeur d'emploi. Un tel procédé exclut le recours systématique des communes ou syndicats de communes aux jeunes demandeurs d'emploi au-delà de la durée normale de douze mois telle que prévue pour le contrat d'auxiliaire temporaire.

L'auxiliaire temporaire dispose de huit heures par mois en vue de répondre à des offres d'emploi.

La délivrance d'un certificat de travail à la fin du contrat, la procédure de résiliation du contrat, les dispositions relatives à sa forme juridique, la priorité d'embauche en faveur de l'ancien auxiliaire ainsi que les incidences sur un éventuel droit au chômage demeurent inchangées.

En second lieu, à la fois pour le délimiter du nouveau contrat d'auxiliaire temporaire et pour le rapprocher du stage de réinsertion, le stage de préparation en entreprise a été renommé en „stage d'insertion“. Ce nouveau vocabulaire souligne davantage le but du stage, à savoir l'insertion des jeunes dans la vie professionnelle par une formation théorique et pratique au sein d'une entreprise.

Finalement, dans le cadre des actions positives pour l'emploi féminin, le projet de loi prévoit plusieurs mesures ayant pour objectif de promouvoir l'égalité des chances entre hommes et femmes et d'améliorer ainsi le taux d'emploi des femmes dans notre pays, notamment par le biais de taux d'intervention du fonds pour l'emploi différenciés en fonction du sexe du jeune travailleur bénéficiant de mesures d'insertion dans la vie professionnelle.

Le taux d'intervention plus favorable pour les jeunes femmes constitue cependant une discrimination des salariés de sexe masculin et soulève la question de la constitutionnalité de ces dispositions du projet de loi par rapport à l'article 11 de la Constitution consacrant le principe de l'égalité du citoyen devant la loi.

Afin d'éviter que les dispositions précitées ne heurtent les dispositions constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination, les membres de la commission des institutions et de la révision constitutionnelle de la Chambre des Députés ont d'ailleurs déjà retenu de modifier le paragraphe 2 de l'article 11 de la Constitution comme suit:

„Les femmes et les hommes sont égaux devant la loi. La loi peut fixer des mesures qui favorisent l'égalité des chances dans l'exercice effectif des droits.“ (Texte provisoire) Ce texte révisé fournirait au législateur la base constitutionnelle indispensable pour prendre des mesures positives nécessaires pour garantir la jouissance effective du droit à l'égalité.

Bien évidemment, aucune différence de traitement ne peut être établie entre certaines catégories de personnes si le critère de différenciation ne se base pas sur une justification objective et raisonnable. Or, les dispositions actuelles du projet de loi sous rubrique favorisent dans tous les cas les

femmes et ne tiennent point compte du taux de représentation des hommes et des femmes dans les différents secteurs et entreprises, ce qui risque de heurter l'article 11, même dans sa teneur telle que proposée par la commission des institutions et de la révision constitutionnelle. En effet, des mesures fondées sur le seul sexe qui ne sont pas destinées à supprimer une situation concrète de désavantage sont tout aussi inconstitutionnelles demain, même dans un but de promotion globale de l'égalité, qu'elles le sont aujourd'hui.

Aussi l'amendement sous rubrique entend-il contourner les éventuelles difficultés constitutionnelles en généralisant les mesures de discrimination en ce sens qu'elles s'appliqueraient, selon le cas, au sexe sous-représenté, condition réalisée lorsqu'il ne représente pas la moitié au moins des effectifs, et non aux seules femmes, indépendamment de leur taux de représentation.

L'emploi du terme „sexe sous-représenté“ se justifie d'autant plus que l'article 141 du traité sur l'Union européenne stipule lui aussi dans son paragraphe 4 que „(...) le principe de l'égalité de traitement n'empêche pas un Etat membre de maintenir ou d'adopter des mesures prévoyant des avantages spécifiques destinés à faciliter l'exercice d'une activité professionnelle par le sexe sous-représenté (...)“.

#### *Amendement 2*

L'âge du demandeur d'emploi pouvant bénéficier d'un stage de réinsertion à été augmenté à 30 ans en vue d'éviter que les différentes mesures ne se chevauchent pour les jeunes âgés entre 25 et 30 ans.

Pour ce qui est des discriminations positives, il est renvoyé au commentaire de l'article I nouveau ci-dessus.

#### *Amendements 3 et 4*

Tel que prévu par le projet de loi concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi, le congé parental non fractionnable de 6 mois permettra de dégager, pour une durée déterminée, un certain nombre de postes de travail. En vue d'inciter les employeurs à recourir à des demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'Emploi pour occuper ces postes, il y a lieu de modifier la législation concernant les aides en faveur de l'emploi (dont l'octroi est actuellement lié à la conclusion d'un contrat de travail à durée indéterminée respectivement d'un contrat de travail à durée déterminée de dix-huit voire vingt-quatre mois).

Pourront à l'avenir profiter de la bonification d'impôt sur le revenu et des aides à l'embauche de chômeurs âgés et de chômeurs de longue durée, les employeurs qui engagent un demandeur d'emploi, inscrit à l'ADEM, en vue de remplacer un des leurs salariés, absent en raison du congé parental.

En raison de la multitude d'hypothèses possibles (congé parental de 6 mois, congé d'accueil + congé parental de 6 mois; congé de maternité de 4 ou 5 mois + congé parental de 6 mois; congé d'accueil ou congé de maternité + congé parental à mi-temps de 12 mois), il est impossible de définir la durée des contrats de remplacement, qui peut varier entre six mois et dix-sept mois.

Afin d'englober tous ces cas de figure dans le bénéfice des aides en faveur de l'emploi, le texte mentionne que le contrat de travail doit être conclu pour remplacer un congé parental, consécutif ou non à un congé de maternité ou un congé d'accueil.

Pourront par ailleurs bénéficier de l'aide au réemploi et de l'aide à la mobilité géographique les demandeurs d'emploi inscrits engagés en vue du remplacement d'un salarié absent en raison du congé parental. L'Administration de l'Emploi modifiera dans ce sens le règlement grand-ducal modifié du 17 juin 1994 fixant les modalités et conditions d'attribution 1. des aides à la mobilité géographique 2. d'une aide au réemploi 3. d'une aide à la création d'entreprise 4. d'une aide à la création d'emplois d'utilité socio-économique.

\*

## TITRE II

### ORGANISATION DU TRAVAIL

#### *Remarque générale*

Les amendements apportés à ce titre sont destinés à renforcer l'élément „sécurité“ dans le dualisme „flexibilité-sécurité“ souhaité pour les relations du travail par les Lignes directrices sur l'emploi adoptées lors du Conseil européen extraordinaire sur l'emploi de Luxembourg.

La Commission est d'avis que la flexibilité introduite par le texte du projet était disproportionnée tant par rapport à la finalité „emploi“ recherchée, que par rapport à l'élément „sécurité“ devant être le pendant de la souplesse.

#### *Amendement 5*

Cet amendement apporte certaines précisions aux articles 54, 65 et 66 du projet de loi.

1. Les ajouts des alinéas 4 et 5 au paragraphe (3) de l'article 54 précisent la notion de travail supplémentaire au cas où l'entreprise bénéficie d'une période de référence qui doit être obligatoirement couverte par un plan d'organisation du travail (POT).

L'employeur garde sa flexibilité, et ce à deux niveaux:

- d'une part il peut répartir son travail sur la période de référence pour parer à des fluctuations d'activité, et ce sans avoir à payer des heures supplémentaires;
- d'autre part le plan d'organisation du travail peut prévoir à l'avance des règles applicables en cas d'imprévus.

Le salarié se voit attribuer un élément supplémentaire de sécurité: s'il doit dépasser les horaires journaliers et/ou hebdomadaires prévus à l'avance dans le POT, il a droit à des suppléments pour heures supplémentaires, même si, sur l'ensemble de la période de référence, par exemple de quatre semaines, il ne dépasse pas la durée de travail normale, en l'espèce 160 heures.

Prenons un POT sur quatre semaines. Il prévoit deux semaines à 7 heures par jour et à 35 heures par semaine et deux semaines à 9 heures par jour et 45 heures par semaine. En vertu de l'amendement proposé, le salarié aura désormais droit à supplément quand il travaille par exemple 8 heures un jour de la première semaine ou 10 heures pendant un jour pendant la troisième semaine, même si au total les 160 heures ne sont pas dépassées.

Le rôle du POT est donc grandement revalorisé.

Le nouvel alinéa 5 précise que le POT peut s'appliquer tant à l'entreprise, qu'à un établissement ou à une partie d'entreprise qu'à des salariés individuels ou pris en groupe.

2. Le nouvel alinéa 6 rend plus rigoureuse la procédure d'avis préalable au POT: si la délégation ou le personnel manifestent quatre fois un avis négatif par rapport à quatre plans consécutifs, le litige sera soumis à l'arbitrage du directeur de l'Inspection du travail et des mines. Au cas où l'arbitrage n'aboutit à rien, il y aura désormais litige collectif du travail donnant lieu à procédure de conciliation.

Cette procédure se justifie amplement du fait que la période de référence, l'organisation du travail et le plan d'organisation du travail seront désormais des matières primordiales des négociations collectives.

3. Le nouveau paragraphe (7) rappelle, pour autant que de besoin, l'accord trouvé au sein du comité de coordination tripartite aux termes duquel la période de référence ne peut et ne doit servir qu'à permettre à l'entreprise de réagir à des fluctuations réelles de son activité pendant la période de référence choisie.

La période de référence ne sera pas un instrument normal d'aménagement du temps de travail pour des entreprises non sujettes à des fluctuations réelles et importantes de leur activité. Dans ce dernier cas, le salarié pourrait se prévaloir de l'article 37 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, donc de la procédure applicable en cas de modification substantielle du contrat de travail en défaveur du salarié.

4. Les modifications apportées aux articles 65 et 66 du projet ont exactement les mêmes finalités, dans la législation concernant les employés privés, que celles décrites ci-avant pour la législation sur le temps de travail des ouvriers (points 5 à 8 de l'amendement 5). A noter que l'article 66 actuel du projet est devenu superflu du fait des réaménagements précédents des textes.

#### *Amendement 6*

Il a trait aux nouvelles dispositions concernant la possibilité pour les entreprises de compenser le travail supplémentaire par du temps libre rémunéré, en remplacement des compensations financières.

Dans le texte initial du projet les entreprises qui n'occupent régulièrement pas plus de 5 salariés étaient exemptées de cette possibilité.

La Commission estime que cette exemption ne se justifie pas et que beaucoup de micro-entreprises entendent en faire usage.

#### *Amendement 7*

Il précise les nouveautés introduites dans la législation sur le travail à temps partiel par le projet initial.

1. Ainsi, à moins que le contrat de travail ne prévoie des dispositions différentes, le salarié à temps partiel ne peut pas être contraint de travailler plus de 20% de plus que le travail journalier et hebdomadaire normal prévu au contrat, et ce tant par le biais de la période de référence que par le biais des heures supplémentaires „normales“.

Le taux de 20% correspond au surplus de travail qui peut être demandé à un travailleur à plein temps. La commission estime que rien ne justifie un traitement différent pour les travailleurs à temps partiel.

2. La deuxième partie de cet amendement rend applicable au travail à temps partiel les dispositions, y compris celles résultant des amendements, qui concernent la période de référence et le plan d'organisation du travail.

#### *Amendement 8*

Il modifie légèrement la disposition qui a modifié, dans le projet initial, la possibilité du recours à un contrat de travail à durée déterminée pour l'embauche de chômeurs.

L'automatisme initialement prévu est aboli: désormais un règlement grand-ducal doit déterminer les catégories de chômeurs pouvant toujours être embauchés moyennant contrat à durée déterminée. La fixation de ces catégories visera des groupes-cibles particulièrement vulnérables que ce soit notamment du fait de leur âge et de leur qualification. En ce qui concerne la durée d'inscription, sont considérés comme particulièrement vulnérables les jeunes chômeurs de moins de vingt-cinq ans après une durée d'inscription de trois mois et les chômeurs adultes, âgés de plus de vingt-cinq ans, après une durée d'inscription de six mois.

\*

### TITRE III

## POLITIQUE D'EGALITE DES CHANCES

#### *Remarque générale*

Le champ d'application du congé parental, défini à l'article 86 du texte initial, s'étend à tout parent „occupé légalement et d'une façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au moment de la naissance ou de l'adoption de l'enfant (...)“.

Afin de clarifier, par la suite, le texte pour les cas de parents adoptant un enfant, les articles 85, 86, 88, 89, 95 et 102 ont été amendés afin d'y spécifier expressément ce cas et d'indiquer, pour des raisons de sécurité juridique, exactement les délais et modalités d'application y relatifs.

#### *Amendement 9*

A l'article 85 il est précisé que les conditions de l'article 2, alinéas 2 et 3, de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales sont présumées remplies dans le chef de l'enfant à adopter, lorsque le congé d'accueil a été accordé.

#### *Amendement 10*

A l'article 86 définissant les conditions d'emploi à remplir par le parent, il est précisé que le champ d'application du congé parental englobe tout parent „occupé légalement et d'une façon continue sur un lieu de travail situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au moment de la naissance ou de l'introduction de la procédure judiciaire d'adoption de l'enfant ...“.

*Amendement 11*

A l'article 88, qui précise les motifs en vertu desquels il est mis fin au droit au congé parental et à l'indemnité pécuniaire y relative, s'ajoute au cas du décès de l'enfant celui où le tribunal saisi de la procédure d'adoption ne fait pas droit à la demande d'adoption.

*Amendement 12*

Le présent amendement précise le délai de notification du congé parental en cas d'adoption de l'enfant. Dans ce cas, le parent salarié qui entend exercer un droit au congé parental conformément à l'article 88, alinéa 4, c'est-à-dire de suite après le congé de maternité ou le congé d'accueil, doit notifier sa demande à son employeur avant le début du congé d'accueil.

*Amendement 13*

La formulation initiale du texte prévoyait que le salarié lié par un contrat de travail comportant une clause d'essai ne pouvait pas bénéficier du congé parental, ceci afin de permettre à l'employeur d'utiliser effectivement les mois prévus par la clause d'essai pour vérifier l'adéquation du salarié pour le poste déterminé.

Le présent amendement prévoit de faire bénéficier du congé parental le salarié ayant un enfant pendant sa période d'essai tout en préservant à l'employeur la possibilité d'utiliser la clause d'essai pour vérifier l'adéquation prédécrite. A cet effet, il propose que, dans ces cas, soit fait exception à l'obligation de prendre le premier congé parental de suite au congé de maternité ou au congé d'accueil. Les parents qui se trouvent dans ce cas auront l'avantage de pouvoir bénéficier du congé parental pris conformément à l'article 88 point 5 du texte de loi, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 5 ans accomplis de l'enfant.

*Amendement 14*

Le présent amendement entend compléter, dans les cas d'adoption d'un enfant, les procédures que les parents concernés devront effectuer envers la Caisse Nationale des Prestations Familiales.

Ainsi, les parents adoptifs devront remettre à la CNPF la demande de congé parental dûment certifiée par l'employeur au plus tard dans la quinzaine de la notification de la demande à l'employeur, qui doit être effectuée, pour les cas d'adoption, avant le début du congé d'accueil.

Les parents concernés ajouteront de suite à cette demande une attestation délivrée par le tribunal selon laquelle la procédure d'adoption est introduite.

Cette attestation est identique à celle demandée à l'article 1er de la „loi du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé“ pour la prise du congé d'accueil en cas d'adoption.

*Amendement 15*

Le présent amendement précise que le droit au congé parental s'ouvre outre pour les enfants nés après le 31 décembre 1998 également pour les enfants dont la procédure d'adoption est introduite au tribunal compétent après cette date.

La date d'introduction de la procédure d'adoption auprès du tribunal a été retenue par analogie à la „loi du 14 mars 1988 portant création de congés d'accueil pour les salariés du secteur privé“ étant donné le fait que la procédure d'adoption est déclenchée par cet acte et que celui-ci donne également droit au congé d'accueil tel qu'introduit par le texte de loi précité.

*Amendements 16 et 17*

Les termes de „comité interministériel“ ont été remplacés par „comité“ en vue de permettre aux organisations professionnelles patronales et salariales voire aux chambres professionnelles de faire partie de l'organe qui avisera les projets d'actions positives mis en place dans les entreprises. La composition exacte du comité en question sera déterminée par voie de règlement grand-ducal.

## TITRE V

**ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE***Amendement 18*

Actuellement les éducateurs gradués en question sont affectés au Service de la Formation professionnelle du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et détachés à l'Administration de l'Emploi.

Sur la base du présent article, ils seront nommés définitivement à l'Administration de l'Emploi. Afin qu'il n'y ait pas de malentendu sur leur future affectation, le texte est complété in fine par les termes „à l'Administration de l'Emploi“.

*Amendement 19*

L'article 4 (1) b) de la loi du 1er avril 1987 portant organisation du Centre de Psychologie et d'Orientation scolaires prévoit dans la carrière moyenne de l'administration des „éducateurs“.

Or, par la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales, la fonction d'éducateur a été transformée en celle d'éducateur gradué. De ce fait, il y a lieu d'introduire dans le présent projet de loi la terminologie exacte.

\*

## TITRE VI

**DISPOSITIONS FINANCIERES ET ADMINISTRATIVES***Amendement 20*

L'article 132 du projet de loi prévoit un relèvement de un franc de la contribution sociale sur l'essence avec et sans plomb affectée au fonds pour l'emploi tout en permettant une adaptation ultérieure de la contribution sociale par règlement grand-ducal sans pour autant devoir modifier la loi.

Or, la Constitution a confié à la Chambre des Députés – représentant des gouvernés imposables – la faculté d'essence démocratique d'accorder ou de refuser au Gouvernement l'autorisation de percevoir des recettes et d'effectuer des dépenses. Le Gouvernement ne peut donc se procurer des ressources ni disposer des fonds prélevés qu'après y avoir été autorisé par la loi. Le principe de la spécialité budgétaire exigeant de surcroît que chaque dépense et chaque recette doit être expressément soumise au vote de la Chambre, une adaptation de la contribution sociale ne peut, sous peine d'inconstitutionnalité, se faire par le biais d'un règlement grand-ducal, même si la loi définit des limites dans le cadre desquelles ledit taux peut s'agencer.

Aussi l'amendement sous rubrique fixe-t-il le taux de la contribution sociale à prélever sur l'essence avec et sans plomb à 2,75 LuF/litre, ce qui correspond à une augmentation du taux de 1 LuF/litre, et exclut donc la possibilité de modifier le taux par règlement grand-ducal. A noter que la contribution sociale sur le gasoil reste inchangée. Bien évidemment, des refixations de ce taux peuvent avoir lieu dans le cadre de la loi budgétaire annuelle.

*Amendements 21 et 22*

Vu d'une part les modifications apportées aux dispositions concernant le contrat de stage-initiation, et d'autre part la disparition de la division d'auxiliaires temporaires, il est devenu nécessaire de reformuler les articles qui inscrivent dans la législation sur le fonds pour l'emploi le remboursement de l'indemnité respectivement de la part patronale des charges sociales du jeune demandeur d'emploi occupé dans le cadre du nouveau contrat d'auxiliaire temporaire, tel que prévu par les présents amendements.

*Amendement 23*

Le plan d'action national en faveur de l'emploi a prévu, pour certaines catégories de demandeurs d'emploi, afin d'augmenter leur degré d'employabilité, l'établissement, en dehors d'un bilan professionnel, d'un bilan de compétences complet. Cette opération, qui vise à établir une image complète des

compétences du chômeur, sera réalisée par des organismes spécialisés, externes à l'Administration de l'Emploi.

Le présent article inscrit dans la législation sur le fonds pour l'emploi la prise en charge des frais en relation avec l'établissement de tels bilans de compétences.

#### *Amendement 24*

La modification de l'article 137 est devenue nécessaire en raison du changement de dénomination du stage de préparation en entreprise en „stage d'insertion“.

Or, par la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales, la fonction d'éducateur a été transformée en celle d'éducateur gradué. De ce fait, il y a lieu d'introduire dans le présent projet de loi la terminologie exacte.

#### *Amendements 25 et 26*

Il regroupe les dispositions concernant l'entrée en vigueur de la loi et, surtout, la limitation de la durée d'application de certaines dispositions.

Le comité de coordination tripartite avait décidé d'évaluer les effets de certaines dispositions en termes d'emploi et de chômage avant de proposer une continuation ou la fin des mesures. Sont visées par cette limitation dans le temps, au 1er juillet 2003, les dispositions suivantes:

- celles concernant la possibilité d'accords subordonnés à une convention collective;
- celles concernant les périodes de référence et les plans d'organisation du travail;
- celles concernant les mêmes sujets en matière de travail à temps partiel;
- celles concernant les aides au passage au travail à temps partiel;
- celles concernant les durées du congé parental.

Le législateur, sur base des évaluations prédécrites décidera d'une prolongation ou non des dispositions concernées.

#### *Amendement 27*

Sans commentaire.

\*

Compte tenu de l'urgence du projet de loi, je vous saurais gré, Monsieur le Président, si le Conseil d'Etat pouvait émettre son avis sur le projet de loi amendé dans un délai très rapproché.

Copie de la présente sera transmise à M. Luc Frieden, Ministre aux Relations avec le Parlement et à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre du Travail.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Jean SPAUTZ

*Président de la Chambre des Députés*